



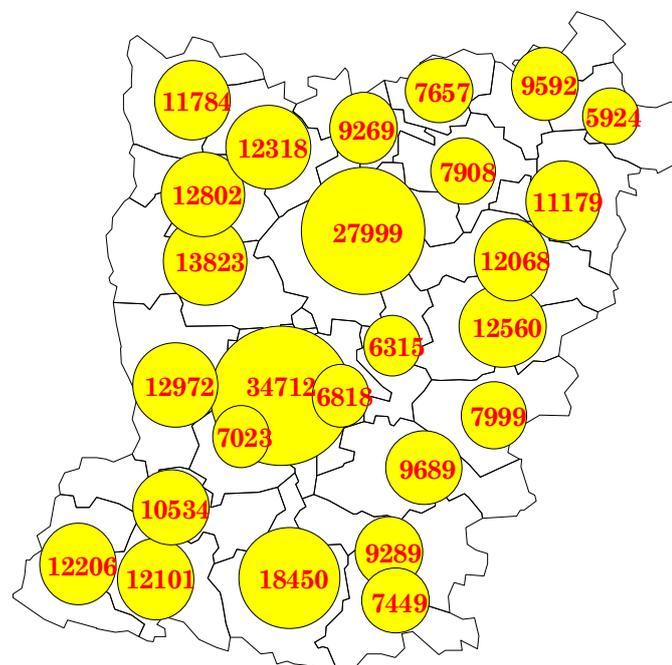
Actualités statistiques

La Mayenne, d'un siècle à l'autre

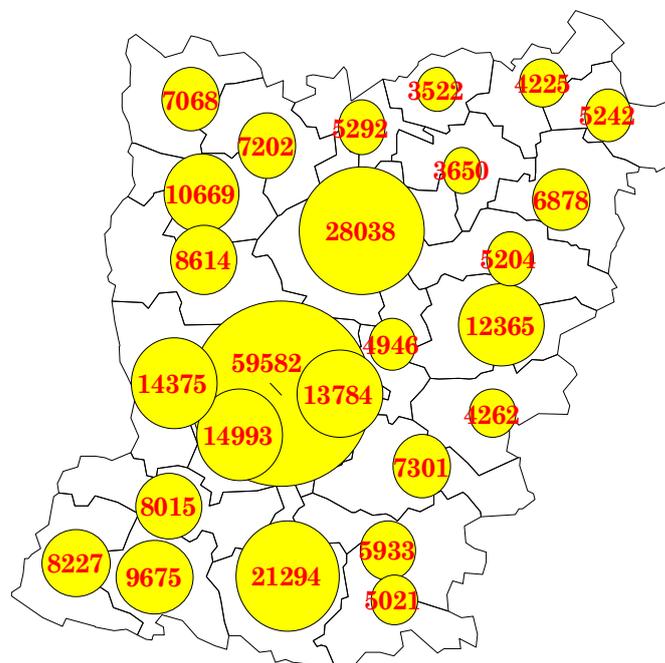
Le Musée vivant de l'école publique, 33 bis allée du Vieux-Saint-Louis, à Laval, présente actuellement une exposition sur la Mayenne de 1900 à 2000, « *reliant deux mondes aux antipodes l'un de l'autre* ». L'exposition a pour point de départ une brochure de géographie sur la Mayenne que l'on doit à Julien Hay, instituteur-historien du début du 20^{ème} siècle. L'exposition est ouverte de 14h à 18h, sauf les samedis et dimanches.

Le CEAS a apporté gracieusement sa contribution à cette exposition en réalisant deux cartes illustrant les évolutions de population, par canton, entre 1901 et 1999.

*Distribution de la population
de 1901 par canton ⁽¹⁾*



*Distribution de la population
de 1999 par canton ⁽¹⁾*



⁽¹⁾ - Dans un souci de cohérence, la population des villes de Laval, Mayenne et Château-Gontier étant recensée sur deux cantons ou plus, nous avons regroupé les cantons suivants : Laval Nord- Ouest, Nord-Est, Sud-Ouest, Est, Saint-Nicolas ; Mayenne Est et Ouest ; Château-Gontier Est et Ouest.



Politique

Si la parité n'est pas obligatoire, la situation ne change guère

La parité hommes/femmes dans les listes était obligatoire pour la première fois aux régionales et pour la deuxième aux européennes. Par contre, la loi n'impose rien concernant les têtes de liste. Au terme de ces deux élections, intervenues respectivement en mars et juin, la part des femmes est passée de 27,5 % en 1998 à 47,6 % en 2004 (+ 20,1 points) dans les conseils régionaux, et de 40,2 % en 1999 à 43,6 % en 2004 (+ 3,4 points) pour les eurodéputés. En outre, la part des femmes dans les exécutifs régionaux a progressé : elle s'établit à 36 % des postes de vice-présidence, contre 20,6 % en 1998.

En revanche, quand la parité n'est pas obligatoire, comme aux cantonales, la situation n'a guère changé. A l'issue du renouvellement de mars, la féminisation des assemblées départementales est passée de 9,8 % en 2001 à 10,9 % en 2004.

Pour les cantonales, Marie-Jo Zimmermann (DVD), rapporteuse générale de l'Observatoire de la parité, préconise, soit de passer à un mode de scrutin de liste proportionnel, soit de doter les conseillers généraux d'un suppléant de sexe opposé au leur.

Source : *Maire Info*, 24 juin 2004.

2007 : présidentielle, législatives, sénatoriales, municipales et cantonales

Prochaines élections, normalement, en 2007. Mais quatre consultations différentes sont prévues au printemps, plus le renouvellement en septembre d'un tiers du Sénat par les grands électeurs. Cette situation exceptionnelle suscite des inquiétudes liées à l'organisation pratique et aux risques d'une progression des abstentions.

Le Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, a donné son avis. Il préconise le report de six à douze mois des élections locales, soit entre septembre 2007 et mars

2008 pour les élections municipales et cantonales, et entre mars et septembre 2008 pour les sénatoriales. Dès lors, la présidentielle et les législatives occuperaient seules le calendrier électoral du printemps 2007.

Il suffirait d'une loi simple pour rallonger le mandat des conseillers municipaux et celui des conseillers généraux, et d'une loi organique pour modifier celui des sénateurs. Au demeurant, ces diverses perspectives sont loin de faire l'unanimité.

Source : *Maire Info*, 28 juin 2004.



Nous avons reçu

Institut national de la statistique et des études économiques Pays-de-la-Loire (INSEE), *Informations statistiques*.

- « Début 2004, deux départements sont entièrement couverts par l'intercommunalité », n° 119, juin 2004 (1 p.).

Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), *Etudes et Résultats*.

- « L'intervention de l'aide informelle dans la garde des jeunes enfants », n° 318, juin 2004 (8 p.).
- « Les modes de vie des adolescents âgés de 15 à 17 ans : un aperçu à partir des enquêtes statistiques », n° 319, juin 2004 (12 p.).

Institut national d'études démographiques (INED), *Population et sociétés*.

- « L'avenir de la recherche en France : perspectives démographiques », n° 403, juillet-août 2004 (4 p.).

Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF), *Informations sociales*.

- « Entreprises et social », n° 117, juin 2004 (122 p.).

Conseil économique et social, *Avis et rapports*, éd. des *Journaux officiels*.

- « Décentralisation, nouvelle politique contractuelle et avenir des contrats de plan Etat-Régions », avis présenté par Francis Vandeweege, n° 18, 2004 (85 p.).